

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/CTD/10
23 juin 2004

(04-2714)

Comité du commerce et du développement
Session extraordinaire

SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Rapport du Président, M. Faizel Ismail (Afrique du Sud),
au Comité des négociations commerciales

I. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

1. Depuis le rapport à la douzième réunion du Comité des négociations commerciales (CNC) tenue en avril 2004 (TN/CTD/9), un certain nombre de consultations bilatérales et plurilatérales ont été menées avec les Membres afin de tenter de faire avancer les travaux sur le traitement spécial et différencié, l'objectif étant d'exécuter le mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha, qui consiste à réexaminer "toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié [...] en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles".

2. Comme indiqué dans le dernier rapport au CNC, pour tenter de sortir de l'impasse sur le traitement spécial et différencié, trois questions ont été soumises aux Membres, à savoir:

- Que souhaitent faire les Membres des propositions au sujet desquelles ils étaient déjà parvenus à un accord de principe?
- Comment pouvait-on rendre plus productives les discussions en cours sur le traitement spécial et différencié?
- Que suggéraient les Membres sur la manière d'aller de l'avant pour exécuter le mandat de Doha visant à rendre le traitement spécial et différencié plus précis, plus effectif et plus opérationnel?

3. Au cours de ces consultations, il avait également été dit qu'un débat plus général sur les questions de développement sous-jacentes liées au traitement spécial et différencié aiderait à identifier des domaines de convergence possibles. Certains Membres s'étaient déclarés favorables à cette approche, tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité de se concentrer sur les propositions axées sur des accords particuliers. Les Membres n'ont pas remis en cause l'importance de la dimension développement du PDD et sont convenus sans réserve de la nécessité de faire avancer le programme de travail sur le traitement spécial et différencié. Toutefois, les points de vue divergeaient quant à la question de savoir s'il était ou non opportun d'exploiter l'ensemble de recommandations sur les 28 propositions axées sur des accords particuliers ou s'il convenait de n'adopter celles-ci qu'après que l'ensemble aurait été étoffé. La plupart des Membres ont souligné qu'il était nécessaire qu'en juillet, tout ensemble de résultats possible inclue une forte composante développement.

4. Afin d'étudier les moyens permettant d'aller de l'avant et d'identifier de possibles éléments relatifs au traitement spécial et différencié pour l'ensemble de résultats de juillet, le Président de la Session extraordinaire a continué de tenir des consultations informelles. Au cours de ces réunions, il a été bien rappelé aux Membres qu'ils devaient identifier les grands éléments qui pourraient éventuellement faire partie de l'ensemble de résultats de juillet. Sur la base des réactions préliminaires des Membres au cours de ces consultations, il apparaît bien que les éléments ci-après, entre autres choses, pourraient constituer la composante développement de l'ensemble de résultats de juillet:

- réaffirmation de la détermination et de l'engagement en faveur de la dimension développement de l'OMC et nécessité de faire en sorte que le Cycle de Doha soit un véritable cycle du développement;
- décision concernant les 28 propositions axées sur des accords particuliers au sujet desquelles les Membres étaient parvenus à un accord de principe; et
- élaboration du processus qui permettrait de sortir de l'impasse actuelle et de faire avancer les travaux sur les questions restantes.

5. Les préoccupations en matière de développement font partie intégrante de la Déclaration ministérielle de Doha. Les Membres ont donc le sentiment qu'il est important qu'ils réaffirment leur détermination et leur engagement en faveur de la dimension développement de la Déclaration de Doha, qui a mis les besoins et les intérêts des pays en développement et des pays les moins avancés au centre du programme de travail de l'OMC. Ils estiment aussi qu'il est capital de mettre en place un processus qui permette de prendre en compte tous les aspects restants du Programme de travail sur le traitement spécial et différencié. À ce sujet, il a été souligné au cours des consultations informelles, qu'il serait important de formuler un ensemble de principes directeurs pour faire avancer les travaux sur le traitement spécial et différencié. Au nombre de ces principes pourrait, entre autres choses, figurer l'engagement de participer au système multilatéral fondé sur des règles et de le renforcer ainsi que de s'employer à faire en sorte que ce système soit équitable, équilibré et cohérent et qu'il favorise le développement. Les Membres continuent cependant d'avoir des points de vue quelque peu divergents sur l'approche à suivre pour l'adoption de l'ensemble de 28 propositions axées sur des accords particuliers au sujet desquelles il y a un accord de principe.

II. TRAVAUX FUTURS

6. Le Président poursuit les consultations bilatérales et plurilatérales afin d'étoffer les éléments susmentionnés. Une réunion informelle de la Session extraordinaire ouverte à tous a été prévue peu de temps après la réunion du CNC. Cette réunion a pour objet de débattre des points de vue des Membres au sujet de la formulation à employer pour la composante traitement spécial et différencié de l'ensemble de résultats de juillet. La prochaine réunion formelle de la Session extraordinaire est prévue pour le 19 juillet 2004.
